

**Arrêté individuel**  
**Urbanisme**  
**A-14/11/2018-15**  
**Nature : Droit des Sols**



### **ARRETE MUNICIPAL**

**Objet :** Autorisation d'enseigne

**Adresse des travaux** 1bis rue d'Herblay

**Dossier n°** AP 078.172.18.0019

**Déposé le** 19/10/2018

Monsieur Laurent BROSSE, Maire de Conflans-Sainte-Honorine, Conseiller Départemental des Yvelines,

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L 581-1 et suivants et R 581-55 et suivants,

Vu l'arrêté municipal n° X01062018-43, en date du 1<sup>er</sup> juin 2018, donnant délégation de fonction à Monsieur Jérémie MICHALON, Conseiller Municipal,

Vu la délibération, en date du 17 mai 2010, approuvant la réglementation spéciale de l'affichage publicitaire et des enseignes,

Vu l'arrêté municipal n° X2010-249, en date du 27 mai 2010, portant réglementation spéciale de la publicité des enseignes et des pré-enseignes,

Vu la demande de nouvelle installation d'enseigne présentée par la SASU CRAZY FOOD représentée par M. Filiz DINC,

Considérant que le projet présenté est conforme à la réglementation communale de la publicité, des enseignes et des pré-enseignes,

### **ARRETE**

**ARTICLE 1 :** ACCORDE le remplacement d'enseigne pour le projet décrit dans la demande susvisée.

**ARTICLE 2 :** La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- Les enseignes n° 2, 3 et 4 ainsi que le drapeau publicitaire installé sur la clôture devront être supprimés,

**Le pétitionnaire devra remettre en état les parties de voie publique et de trottoir qui auront été détériorées par les travaux et le transport de matériaux.**

***Il est rappelé au pétitionnaire que toute infraction au titre du code de l'environnement relevant des dispositifs d'enseignes est passible d'une amende de 7500 €.***

**ARTICLE 3** : Voie et délai de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification au pétitionnaire.

**ARTICLE 4** : La Directrice Générale des Services, les services de police, seront chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et notifié à l'intéressé.

Fait à Conflans-Sainte-Honorine, le 16/11/2018

**Le Conseiller Municipal délégué  
aux Enseignes et Publicité,**



**Jeremy MICHALON**

Affiché le : **27 NOV. 2018**

Transmis au contrôle de légalité le : **27 NOV. 2018**

Notifié le